



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 34 – 27 MAI 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

OUVERTURE  
DU PREMIER  
MAGASIN  
CARREFOUR  
AU KENYA

CONGO : VMK  
DEVOILE SA NOUVELLE  
TABLETTE TACTILE

ETHIOPIE :  
AVANCEMENT DES  
TRAVAUX DE LA VOIE  
FERREE AWASH-  
HARRA GEBEYA

COP22  
MARRAKECH :  
L'AFRIQUE AU CŒUR  
DES ENJEUX CLIMAT

BENIN : LE PAYS FAIT  
PARTIE DES 20 PAYS  
LES PLUS ATTRACTIFS  
POUR LES  
INVESTISSEURS EN  
AFRIQUE

BUSINESS FRANCE  
AU CONGO  
KINSHASA

COLLOQUE SUR LE  
NIGERIA AU SENAT

LE CHOCOLATIER  
CEMOI ET LE CONSEIL  
CAFE-CACAO VONT  
INVESTIR 11 MILLIONS  
D'EUROS EN COTE  
D'IVOIRE

DECATHLON OUVRE  
SON 1ER MAGASIN  
« POP-UP » EN  
AFRIQUE DU SUD



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Djibouti : entrée en fonction du nouveau gouvernement

Suite à la reconduction d'Abdoulkader Kamil Mohamed au poste de Premier ministre, le nouveau gouvernement de la République de Djibouti est entré en fonction. Il est composé de 23 ministres dont 14 nouveaux entrants. Deux nouveaux ministères ont vu le jour : le ministère auprès de la Présidence chargé des Investissements ainsi que le ministère délégué auprès du ministre de l'Intérieur chargé de la décentralisation ; tandis que le ministère délégué à la Coopération internationale a été supprimé.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Union des Comores : le Colonel Azali Assoumani élu président

Selon les résultats officiels proclamés le 15 mai par la Cour constitutionnelle, Azali Assoumani a été élu président de l'Union des Comores pour un mandat de cinq ans. A l'issue d'un processus électoral long et complexe, il a devancé avec 41,43 % des suffrages exprimés le candidat du pouvoir sortant Mohamed Ali Soihili (39,66 %), et le gouverneur de l'île de Grande-Comore Mouigni Baraka (18,91 %). Formé à l'Académie Royale de Meknès (Maroc) et passé par l'Ecole de guerre en France, le Colonel Azali était arrivé une première fois à la Présidence par le biais d'un putsch en 1999, alors que le pays traversait une crise sécessionniste, et s'y était maintenu jusqu'en 2006. Le nouveau président doit être investi le 26 mai 2016.

✉ gaboritl@afd.fr

### ▼ Accord de Partenariat Economique Afrique centrale-Union européenne : la réunion de Brazzaville entend renforcer les négociations commerciales

La réunion du comité de coordination (pour l'Afrique centrale) des négociations commerciales avec l'UE en vue d'un APE régional se tient du 23 au 27 mai à Brazzaville. Sont notamment à l'ordre du jour les scénarios de libéralisation des marchés de la CEMAC, l'impact fiscal et douanier d'une telle ouverture, ainsi que les contreparties que l'UE pourrait apporter. En ouvrant les travaux, le représentant de la CEMAC a évoqué la possible aide de l'UE aux PME tout en regrettant que les montants proposés ne soient pas à la hauteur des montants souhaités par les pays de la région.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cinquante et unièmes Assemblées annuelles de la BAfD à Lusaka

Les Assemblées annuelles 2016 de la Banque africaine de développement (BAfD) se tiennent du 23 au 27 mai 2016 en Zambie, sur le thème : « Énergie et changement climatique ». Ce thème illustre l'ambition affichée par la BAfD de renforcer les capacités énergétiques du continent, à travers notamment le programme « Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique » qu'elle a récemment lancé. Il traduit également le rôle moteur qu'elle entend jouer sur le continent dans la mise en œuvre des résolutions de la Conférence de Paris sur le climat (COP21). Plusieurs chefs d'Etats et personnalités internationales devraient y prendre part.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : délégation d'entreprises menée par le MEDEF international**

Une délégation du Medef international, conduite par Patrice Fonlladosa, directeur Afrique et Moyen Orient du groupe Veolia, a effectué une mission en Guinée du 18 au 20 mai 2016. La délégation comprenait une vingtaine de dirigeants d'entreprises dans une grande diversité de secteurs (santé, formation, agriculture, numérique, identification et sécurisation de documents, transport, énergies renouvelables, services financiers, ingénierie, BTP, infrastructures). Elle a été reçue par le président de la République, le Premier ministre ainsi que le garde des sceaux et d'autres ministres du gouvernement. Sous l'égide de l'APIP (Agence de Promotion des investissements privés), des rencontres et tables rondes ont été organisées associant entreprises françaises et guinéennes, membres du gouvernement, fonctionnaires et principaux partenaires techniques et financiers.

📧 [Lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : au T1 2016, la croissance au plus bas depuis 1991

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité économique s'est contractée de -0,36 % d'après les chiffres récemment publiés par le Bureau national de la statistique. Alors que la croissance pétrolière a atteint -1,9% contre -8,3% au T4 2015, l'activité non-pétrolière a chuté de -0,2% au T1 2016 alors qu'elle avait cru de 3,2% au T4 2015. Bien que le ralentissement économique soit la conséquence de la chute des cours du pétrole, beaucoup d'analystes considèrent que la réponse du gouvernement a contribué à dégrader la situation, notamment avec la politique de change et les pénuries de carburants. La contraction de l'économie enregistrée au T1 2016 semble cohérente avec les prévisions du FMI, qui projette une croissance de 2,3 % pour le Nigéria en 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : l'inflation atteint son niveau le plus élevé en 6 ans

En avril, l'inflation s'est accélérée pour le 6<sup>ème</sup> mois consécutif, à 13,7 % (contre 12,8 % en mars), la plus forte progression enregistrée depuis août 2010. D'après le Bureau national de la statistique, les contributions les plus importantes à l'inflation ont été l'augmentation des prix des carburants et de l'électricité, ainsi que celle des biens importés. L'inflation alimentaire a atteint 13,2 % en avril contre 12,7 % en mars.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : vers l'introduction d'un régime de change plus flexible

Dans un contexte de stagflation marqué par une inflation galopante (+13,7 % en avril) et une contraction de l'activité économique (-0,36 % au T1 2016), la Banque centrale a décidé de maintenir inchangé le niveau de ses instruments : i) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; ii) le taux directeur à 12 % ; iii) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb. En revanche, l'institution a indiqué vouloir rendre son régime de change plus flexible tout en conservant une fenêtre pour le financement de transactions dites « critiques ». Les détails des opérations seront rendus publics ultérieurement. Pour rappel, après avoir assoupli sa politique monétaire en novembre 2015, la Banque centrale a pris des mesures restrictives suite à l'envolée de l'inflation en mars dernier.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : émission d'un nouvel eurobond en 2016

Selon Reuters, le ministre kényan du National Treasury, Henri Rotich, a annoncé l'intention du gouvernement kényan de solliciter le marché international de la dette en 2016 avec l'émission d'un nouvel eurobond. Henri Rotich s'est déjà rendu à Londres début avril afin de mesurer l'intérêt des investisseurs pour le Kenya. À l'occasion de la validation d'un nouveau programme de précaution de 1,5 Md USD, le FMI estimait que le gouvernement kényan pourrait emprunter 600 M USD auprès de créanciers bilatéraux. En juin 2014, le Kenya avait émis sa première émission obligataire pour un montant total de 2,75 Mds USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : une relance des investissements attendue pour 2016

Après cinq années consécutives de contraction, les investissements, tant publics que privés, pourraient s'élever à quelque 79 Mds roupies en 2016 et ainsi rebondir de +7 % en termes réels par rapport à 2015. Cette augmentation serait due principalement aux projets en cours dans les domaines de la construction résidentielle ainsi que dans le secteur énergétique. Statistics Mauritius table sur un taux de croissance de l'économie de 3,9 % pour 2016 : +3,2 % pour l'agriculture et la pêche, +1,7 % pour le secteur manufacturier, +2 % pour la construction, +6,4 % pour l'hôtellerie, +6,9 % pour les TIC, +5,4 % pour les services financiers, +3,7 % pour l'administration publique.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : la SARB baisse ses prévisions de croissance 2016 et 2017

Le comité de politique monétaire a laissé inchangé le taux directeur à 7 % tenant compte du mouvement de désinflation en œuvre depuis deux mois et de la fragilité de l'activité. La Banque centrale (South African Reserve Bank, SARB) a ainsi revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2016 et 2017 à respectivement 0,6 % et 1,3 % contre 0,8 % et 1,4 % précédemment. Le resserrement monétaire pourrait toutefois reprendre rapidement compte tenu du regain d'inflation attendu ces prochains mois. La fourchette supérieure de la cible pourrait être à nouveau dépassée du fait de l'inflation importée, de l'impact de la sécheresse sur les prix alimentaires, des hausses des taxes prévues dans le Budget et de l'accroissement des tarifs de l'électricité.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : l'écart de change ne cesse de se creuser

En avril, le taux d'inflation a très nettement accéléré, s'établissant à +26,4 % en g.a après +23,6 % en mars, son plus haut niveau depuis 10 ans. Selon le FMI, le taux d'inflation s'élèverait à +19,1 % en moyenne cette année et ne redescendrait sous les 10 % qu'à partir de 2020, du fait de la dépréciation continue du kwanza couplée au manque de devises. La détérioration des perspectives économiques continue d'alimenter les tensions autour de la devise alors que l'écart entre le taux de change officiel et celui au marché parallèle s'est de nouveau creusé. La semaine passée, le taux au marché noir atteignait ainsi 600 AOA pour 1 USD contre un cours officiel de 166 AOA, reflet de la défiance de plus en plus grande des acteurs économiques.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : état financier du fonds souverain

Le FSDEA - Fonds souverain de l'Angola - a publié le 19 mai la mise à jour de son état financier au 31 décembre 2015. D'après le document, les investissements du Fonds, évalués à 4,7 Mds USD (4,8 Mds en décembre 2014), se composent à 58 % de capital-investissement (2,7 Mds USD ; 34 % en décembre 2014), à 23 % d'actifs à rendements fixes (1,08 Md USD) – composés d'obligations d'Etats (49 %) et d'entreprises (19%) - et à 19 % d'actifs à rendements variables (799 M USD). Les fonds dédiés au capital-investissement se concentrent essentiellement sur des investissements directs en Angola et en Afrique subsaharienne alors que les placements effectués sur des actifs à rendements fixes et variables se concentrent principalement aux Etats-Unis et en Europe.

✉ [Rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mozambique : vers une situation de défaut de paiement

Le Mozambique, faisant face ce mois-ci à des échéances importantes sur sa dette extérieure, tente de restructurer l'emprunt caché contracté par l'entreprise Mozambique Asset Management (portant sur un montant global de 535 M USD), et n'a pas honoré l'échéance de 176 M USD due le 23 mai. Ce défaut de paiement était en partie attendu par les marchés compte tenu de la réduction rapide des ressources budgétaires : à la faiblesse des prix des produits de base et à une collecte fiscale décevante sur le 1<sup>er</sup> trimestre s'est ajouté l'impact de la suspension de l'aide budgétaire par les bailleurs. D'après le ministre des Finances, la dette publique totale du pays atteindrait 11,64 Mds USD dont 85 % constitués de dette externe.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zambie : maintien du taux directeur en dépit d'une inflation élevée

Le 17 mai, le comité de politique monétaire a laissé inchangé le taux directeur à 15,5 %, estimant que la dernière hausse de +300 pdb opérée en novembre 2015 commence à produire ses effets sur l'évolution des prix (décélération de l'inflation en avril pour le 2<sup>ème</sup> mois consécutif, à +21,8 % en g.a), conséquence de la relative stabilité du taux de change à l'égard des grandes devises, compensant ainsi la hausse des coûts de production, l'accroissement des prix alimentaires (en lien avec la sécheresse en cours) ainsi que l'augmentation de plusieurs taxes (douanières, sur les cigarettes et les véhicules de luxe).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zimbabwe : 18<sup>ème</sup> mois consécutif de déflation en avril

En avril et pour le 18<sup>ème</sup> mois consécutif, les prix se sont de nouveau repliés, de -1,6 % en g.a après -2,3 % en mars. La baisse des prix reflète toujours la faiblesse de la demande intérieure (croissance de PIB projetée à 2,7 % cette année par le FMI contre 7,6 % en moyenne sur 2009/14), le manque de liquidité, le niveau très bas des prix des produits de base et la fragilité du rand vis-à-vis du dollar US. En rythme mensuel, les prix ont diminué de -0,2 % en avril après -0,1 % en mars. Après avoir affiché un taux moyen de -2,4 % en 2015, le taux d'inflation est attendu cette année à -1,2 % en moyenne par le FMI et ne retournerait en territoire positif que l'an prochain.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : la CAA estime le niveau d'endettement du pays à 26,8 % du PIB

La Caisse autonome d'amortissement (CAA), structure publique chargée de la gestion de la dette de l'Etat et de ses démembrements, évalue la dette publique de l'Etat à 4 502 Mds FCFA au 31 mars 2016, soit 26,8 % du PIB, soit une hausse de 16,9 % en glissement annuel. L'encours est constitué à 77,3 % de dette extérieure, soit 3 480 Mds FCFA et 22,7 % de dette intérieure, soit 1 023 Mds FCFA. En un an, de mars 2015 à mars 2016, l'Etat aurait payé des intérêts sur sa dette publique de l'ordre de près de 81 Mds de FCFA. Les intérêts de la dette publique au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 atteindraient 29 Mds FCFA.

✉ daniel.lanes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo : le rapport 2016 de la BAfD sur les perspectives économiques en Afrique confirme les difficultés du Congo

Le rapport de la BAfD - réalisé en partenariat avec le PNUD et l'OCDE - est critique sur la situation économique du Congo, lequel passe de la catégorie "risque faible" à "risque modéré" pour le surendettement. La note pays relève la trop grande dépendance des perspectives économiques du pays aux cours du pétrole et à l'investissement public. Elle fait ressortir le manque de réformes structurelles permettant d'atteindre les OMD et de faciliter une diversification de l'économie. Le potentiel de développement urbain est notamment confronté au manque d'infrastructures et au chômage des jeunes.

✉ arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Le Gabon lance un emprunt obligataire de 98 Mds F CFA

Le Gabon retourne pour la troisième fois sur le marché sous-régional des titres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), après des opérations similaires en 2014 et en 2015. Libreville va émettre un emprunt obligataire de 98 Mds F CFA (149,4 M EUR) dans les prochains jours. D'une maturité de 5 ans pour un taux d'intérêt annuel de 6,5 %, cet emprunt obligataire est co-arrangé par Attijari Securities Central Africa (ASCA) et BGF I Bourse. Les fonds serviront à financer des projets à Libreville, Port-Gentil, Franceville, Oyem et Bitam (drainage des eaux pluviales, construction de routes, sécurisation des réseaux électrique et de télécommunications, réhabilitation de centres de santé publics...).

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ À Lusaka, la BAfD se montre optimiste pour l'Afrique

Ce 23 mai, veille de l'ouverture officielle de ses 51<sup>e</sup> assemblées générales annuelles, la Banque africaine de développement (BAfD) a publié, dans la capitale zambienne, ses perspectives économiques pour l'Afrique en 2016 et 2017. D'après l'institution dirigée depuis septembre 2015 par le Nigérian Akinwumi Adesina, la croissance économique du continent devrait se situer respectivement à +3,7 % en 2016 (cependant en recul par rapport aux +5 % évoqués l'an dernier à la même date à Abidjan) et +4,5 % en 2017. Des prévisions moins pessimistes que celles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire internationale (FMI) qui tablent sur une croissance moyenne d'environ 3 % pour le continent.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Gabon : augmentation du taux de l'impôt de distribution sur les revenus des succursales

La législation fiscale gabonaise prévoit une retenue au titre de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers sur les produits nets après taxation à l'impôt sur les sociétés des succursales appartenant à des sociétés étrangères. Le taux de cette retenue à la source, initialement de 15 %, a été porté par la loi de finances pour 2016 à 20 %. En revanche, le taux est maintenu à 10 % pour les succursales de sociétés étrangères résidentes d'un pays ayant signé une convention fiscale avec le Gabon. Ce taux réduit ne s'appliquera toutefois pas si les dispositions de la convention fiscale prévoient un taux inférieur voire même écartent l'application de l'impôt de distribution.

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Gabon : augmentation du taux de la retenue à la source sur les rémunérations versées à des non-résidents

Le taux de la retenue à la source sur les sommes versées par un débiteur gabonais à un non-résident, actuellement fixé à 10 %, a été porté à 20 % par la loi de finances pour 2016. Sous réserve des dispositions des conventions fiscales de non-double imposition, cette retenue à la source s'applique aux redevances, intérêts et autres rémunérations de prestations de services de toute nature, matériellement fournies ou effectivement utilisées au Gabon, lorsqu'ils sont payés à des personnes physiques ou morales ne disposant pas d'installation professionnelle permanente au Gabon.

✉ [deana.dalmeida@cms-bfl.com](mailto:deana.dalmeida@cms-bfl.com)

### ▼ Côte d'Ivoire : nouvelle loi sur les juridictions de commerce

Le Conseil des ministres a adopté le 11 mai un projet de loi organique portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, destiné à remplacer la précédente loi de juillet 2014 créant ces juridictions. Le projet prévoit, après l'institution des tribunaux de commerce, la création de cours d'appels de commerce à part entière et vise à une meilleure efficacité de ces juridictions en augmentant de cent millions à trois cents millions de FCFA le montant des litiges relevant exclusivement de la compétence des juridictions commerciales ainsi qu'en instituant des primes spéciales aux juges professionnels, aux greffiers et aux personnels administratifs des juridictions de commerce.

✉ [jean-jacques.lecat@cms-bfl.com](mailto:jean-jacques.lecat@cms-bfl.com)

### ▼ Côte d'Ivoire : simplification des procédures liées au commerce extérieur

Le Conseil des ministres a adopté un décret visant à simplifier la délivrance des certificats d'inspection et des autorisations préalables à l'importation ou à l'exportation des marchandises, qui sera désormais gratuite, ce qui devrait permettre l'accélération et la réduction du coût de ces procédures ainsi que la mise en place du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE).

✉ [jean-jacques.lecat@cms-bfl.com](mailto:jean-jacques.lecat@cms-bfl.com)

### ▼ COP22 Marrakech : l'Afrique au cœur des enjeux climat

Le 7 mai, des pluies torrentielles au Rwanda ont causé la mort de 50 personnes. Les phénomènes climatiques exceptionnels sont de plus en plus fréquents, réchauffement climatique en cause : l'ONU prévoit 250 millions de réfugiés climatiques en 2050. Devant ces défis, les pays africains mobilisent les innovations technologiques pour booster le développement durable. Le think tank Africa 2025 souligne l'importance de la COP 22 de Marrakech qui place l'Afrique, territoire adapté à l'innovation en énergies renouvelables, au cœur des enjeux climatiques et humains. La visibilité à gagner pour les acteurs économiques induit une grande responsabilité environnementale, sociale et économique.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

### ▼ Gabon : règlement d'une partie des créances aux PME

Dans le cadre de l'apurement de sa dette intérieure, le gouvernement gabonais, qui s'était engagé à régler une partie des arriérés auprès de la Confédération patronale gabonaise, a débuté le règlement de 28 Mds FCFA. Les 400 PME gabonaises concernées vont pouvoir obtenir des règlements partiels de leurs créances au titre de l'exercice 2015. Selon le directeur général du Budget, Jean-Fidèle Otando, l'Etat connaît des difficultés de trésorerie mais a pu régler 124 Mds FCFA en 2015, et 157 Mds FCFA seront réglés aux entreprises en 2016.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : 10<sup>ème</sup> pays africain le plus attractif pour les investisseurs, selon Ernst & Young

Selon l'édition 2016 du baromètre de l'attractivité de l'Afrique publié par le cabinet d'audit Ernst & Young, la Côte d'Ivoire figure à la 10<sup>ème</sup> place des pays africains les plus attractifs pour les investisseurs. Le classement se base sur une étude qui évalue les progrès réalisés dans les domaines de la gouvernance, la diversification, les infrastructures, les opportunités d'affaires, le développement humain et la résilience des économies aux pressions macroéconomiques. L'Afrique du Sud est en tête de ce classement, suivie du Maroc, de l'Egypte, du Kenya, de l'île Maurice, du Ghana. Le Sénégal est classé 11<sup>ème</sup>.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ RDC : Business France au Congo Kinshasa

Business France, l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française et le Club Français des Affaires (CFA) regroupant des chefs d'entreprise français à la tête d'entreprises françaises ou étrangères en RDC, signeront le 31 mai une convention de partenariat. Cette convention permettra à Business France de disposer d'un partenaire pour relayer son offre en République Démocratique du Congo.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Bénin : le pays fait partie des 20 pays les plus attractifs pour les investisseurs en Afrique

L'édition 2016 du baromètre de l'attractivité en Afrique, publié par le cabinet d'audit Ernst & Young, classe le Bénin parmi les 20 pays africains les plus attractifs pour les investisseurs. Le classement se base sur une étude qui évalue les progrès réalisés dans les domaines de la gouvernance, la diversification, les infrastructures, les opportunités d'affaires, le développement humain et la résilience des économies aux pressions macroéconomiques.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Congo : prêt de 52 M EUR approuvé par la BAfD

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le 18 mai 2016 un prêt de 52,04 M EUR dans le cadre du projet Central Africa Backbone (CAB). Ce prêt devrait servir à financer le déploiement de la fibre optique sur le territoire congolais. Le projet CAB vise à promouvoir l'essor des TIC et des services en ligne pour une redynamisation de l'économie congolaise. Rappelons que le Congo dispose d'une loi n° 9-2009 du 25 novembre 2009, qui régit le secteur des communications électroniques, et traite des TIC.

✉ [Sophie.pignon@twobirds.com](mailto:Sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ Ghana : projets chinois à Accra pour un montant de 750 M USD

L'Assemblée métropolitaine d'Accra a signé un MoU avec la société chinoise Shenzhen City Sacher Investment Company pour la réalisation de projets à hauteur de 750 M USD. Les secteurs concernés sont multiples, de l'énergie solaire à l'agriculture en passant par l'industrie. L'agriculture concentre l'essentiel des fonds, avec un investissement de 500 M USD. 150 M USD seront consacrés à la production de 100 MW d'énergie solaire, et 100 M USD à la mise en place d'une aciérie, dont l'objectif de capacité de production annuelle est de 500 M de tonnes.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ EAC : ouverture du commerce transfrontalier d'électricité entre le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda

15 MW de puissance électrique produite par la centrale géothermique d'Olkaria sera finalement acheminée ce mois-ci vers le Rwanda. Dans le cadre du projet East African Power Pool, les trois pays avaient signé un protocole d'accord en 2013 afin de partager leur capacité de production électrique, d'assurer un approvisionnement fiable dans la région et de réduire le coût de l'électricité. Des problèmes relatifs à l'exercice des droits de passage lors de la construction de la ligne de transmission de 400 kW en Ouganda et la lenteur des opérations des sous-traitants avaient empêché la livraison de 30 MW prévue en décembre 2015.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ EAC : importation sud-soudanaise d'électricité ougandaise

Le ministère de l'Énergie sud-soudanais a annoncé qu'il planifiait d'importer 400 MW d'électricité produite par la centrale hydroélectrique ougandaise de Karuma. La construction de Karuma devrait être achevée en 2018, mais a pris du retard à cause de problèmes techniques. Elle devrait générer 600 MW d'électricité, ce qui en ferait la centrale la plus puissante en Ouganda. L'importation sud-soudanaise d'énergie est une solution provisoire. La Banque africaine de développement a fait un prêt de 33 M USD au Soudan du Sud pour la construction de centrales hydroélectriques, notamment une centrale de 42 MW à Fula. Selon le ministère de l'Énergie, la production électrique sud-soudanaise est pour le moment assurée par des générateurs d'une puissance de 12 MW.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : 75 M USD de la BIsD pour l'achat de produits pétroliers

La Banque Islamique de Développement (BIsD), via sa filiale la Société Islamique de Financement du Commerce, a accordé un prêt renouvelable (revolving) de 75 M USD à la République de Djibouti. Ce prêt, dont l'accord de financement a été signé jeudi 19 mai à Jakarta, permettra de financer l'achat de produits pétroliers. Pour rappel, un premier financement de ce type avait été accordé au pays en 2015, pour un montant de 30 M USD. Selon les autorités djiboutiennes, il a permis de baisser progressivement les prix des carburants à la pompe.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : avancement des travaux de la voie ferrée Awash-Harra Gebeya

Les travaux de construction de la ligne de chemin de fer Awash-Woldiya-Harra Gebeya ont avancé à hauteur de 35 %, selon l'Ethiopian Railway Corporation. Le coût du projet, réalisé par la société turque Yapi Merkezi et supervisé par le français Systra, s'élève à 1,7 Md USD. Une fois terminé, 20 trains passagers et 6 trains de marchandises seront mis en service. Cette ligne ferroviaire sera la seconde du pays, après celle reliant Addis-Abeba à Djibouti. Pour rappel, les autorités souhaitent construire 5 000 km de voies de chemin de fer d'ici 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : 20 M USD dans le projet aurifère Tulu Kapi

Les autorités éthiopiennes ont confirmé leur engagement à hauteur de 20 M USD dans le projet aurifère Tulu Kapi, porté par la société KEFI Minerals. La participation de l'Etat, qui s'élèvera à 25 % du capital global de la société, financera les infrastructures routières et électriques indispensables à la réalisation du projet. Un financement additionnel de 100 M USD est nécessaire, qui devrait être conclu au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016. La construction de l'usine de traitement d'or débutera au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 pour un démarrage de la production un an plus tard. KEFI Minerals compte produire 100 000 onces d'or par an sur plus d'une dizaine d'années.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : lancement du projet COMBO pour 4 pays d'Afrique

Porté par Wildlife Conservation Society, Biotope et Forest Trends, cofinancé par l'AFD, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et la fondation Mava, le projet COMBO « Conservation, Minimisation des impacts et compensation au titre de la biodiversité en Afrique » (6,2M EUR) doit permettre de concilier développement économique et conservation de la biodiversité. Entre 2016 et 2019, les gouvernements de 4 pays africains, Madagascar, Mozambique, Guinée et Ouganda, bénéficieront d'un appui pour définir un cadre institutionnel et des mécanismes de compensation permettant une absence de perte nette de la biodiversité. Afin de capitaliser sur les bonnes pratiques, la société civile et le secteur privé seront associés au projet.

✉ hubert.colaris@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : la BAfD accorde une aide budgétaire

Le 18 mai 2016, la BAfD et le ministère des Finances et du Budget ont signé la convention d'aide budgétaire de 17,5 M USD dans le cadre du Programme d'Appui aux Réformes de la Gouvernance Economique (PARGE). Le PARGE contribuera à (i) l'amélioration du niveau des recettes fiscales (9,9 % du PIB en 2015 à 11,5 % en 2016); (ii) une réduction des dépenses non productives (0,9 % du PIB à 0,6 % du PIB); et (iii) une amélioration du taux d'investissement public et privé (de 3,9 % et 11,6 % du PIB en 2014 à 5 % et 13 % en 2016). Ce programme est combiné à une garantie partielle de crédit de 40 M USD qui devrait permettre de lever 55 M USD sur le marché bancaire internationale, en vue de financer le Plan National de Développement adopté en 2015.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : 63 M EUR de financements européens pour la coopération régionale

La troisième édition des Rencontres Madagascar-Réunion s'est tenue du 17 au 22 mai 2016 à Tananarive. Organisé par le Club Export Réunion et le Groupement des entreprises de Madagascar, avec le soutien de la Région Réunion et de l'UE, cet événement a été placé sous le thème du « Développement Durable et financements de projets » afin de sensibiliser plus d'une centaine d'entreprises et de têtes de réseaux des deux îles aux modalités d'accès aux fonds du programme INTERREG V. Certains projets communs dans l'océan Indien comme la formation professionnelle dans le BTP, le marketing de produits labellisés « Iles Vanilles », ainsi que la création d'une plateforme privé Madagascar-Réunion ont été cités en exemple.

✉ [aurelie.hoarau@clubexport-reunion.com](mailto:aurelie.hoarau@clubexport-reunion.com)

### ▼ Maurice : le projet de métro léger à nouveau sur les rails

Le ministre des Infrastructures publiques et des Transports en commun a laissé entendre que le projet de métro léger (*Light Rail Transit System Project*), lancé au début des années 2000, puis annulé début 2015 par la nouvelle équipe gouvernementale, pourrait être réactivé avec une configuration sensiblement différente du projet initial (coût estimé à plus de 800 M USD) qui devait être attribué au groupe indien Afcons. Ce revirement serait lié à la réactivation d'une offre de financement dédiée à des projets d'infrastructures par le gouvernement indien. Des contacts auraient été rétablis avec Singapore Mass Rapid Transit Co., partie prenante dans les études initiales.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : élargissement du programme de protection sociale

Le gouvernement ougandais a annoncé qu'il étendrait son mécanisme de protection sociale à 20 districts supplémentaires d'ici juin 2016. 35 districts au total, soit 600 000 personnes, seront couverts. Pour le moment, 93 000 ménages, composés d'au moins une personne âgée de plus de 65 ans, bénéficient de cette couverture mensuelle de 25 000 UGX. Lors de la création du mécanisme (2008), le montant versé correspondait à 10 USD mais, en raison de la dépréciation du shilling par rapport au dollar, cette somme ne correspond plus qu'à 7,6 USD. Le fonds est alimenté grâce au programme d'assistance et de subventions pour l'autonomisation (SAGE), financé notamment par le Royaume-Uni et l'Irlande, qui ont versé 21 M USD depuis 2010.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : signature d'un accord de financement du secteur énergétique par l'Union européenne**

Le chef de la délégation de l'Union européenne au Rwanda et le ministre des Finances rwandais ont signé un accord de financement budgétaire pour le secteur énergétique. D'un montant de 117 M EUR, il sera destiné à l'amélioration du transport et de la distribution d'électricité dans le pays. Le gouvernement rwandais vise un taux d'accès à l'électricité de 70 % en 2018. Ce financement fait partie d'un plan plus large de 460 M EUR octroyé par l'UE sous forme de subventions, dont 200 M EUR iront au secteur agricole. Les gouvernements allemand et rwandais ont également signé un accord de financement, de 15 M EUR, destiné lui au financement du barrage Ruzizi III.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : près de 2 Mds EUR pour le développement des infrastructures**

Le ministère des Travaux publics, des Transports et de la Communication a annoncé un investissement de près de 2 Mds USD dans les infrastructures, dont près de la moitié pour le secteur du transport. Les investissements prioritaires concerneraient la construction d'une ligne à écartement standard, l'acquisition de trois appareils pour la future compagnie aérienne et la réhabilitation des aéroports et des ports dans le pays. 15 M EUR seront spécifiquement dédiés à la décongestion des routes de Dar Es Salaam. Pour financer ces investissements, le gouvernement envisagerait l'émission d'obligations sur le marché international à hauteur de 800 M USD, ce que d'aucuns estiment risqué étant donné la faiblesse de la monnaie locale.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : déception des usagers suite au lancement du BRT**

Le lancement officiel de la première ligne de bus rapide à Dar Es Salaam a suscité un certain mécontentement parmi les usagers. Ces derniers ont notamment déploré la lenteur de ces bus, moins rapides que les traditionnels daladalas. Les usagers ont par ailleurs critiqué la longue attente pour obtenir des tickets, renforcée par une très forte affluence aux différentes stations. Le manque de points d'eau potable a également été souligné. Deusdedith Bugaywa, porte-parole, a indiqué que des réponses à ces enjeux étaient à l'étude, notamment la mise en place d'un système billettique électronique. Le projet de 290 M USD financé par la Banque mondiale devait réduire la congestion de la ville de Dar Es Salaam.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : discussion en cours sur la reprise de Tanzania-Zambia Railway Authority (TAZARA) par la Chine**

Des discussions sont en cours pour transférer la gestion de TAZARA, à la société China Railway, qui opère le réseau ferroviaire national en Chine. Une équipe technique représentant la Tanzanie, la Zambie et la Chine étudie actuellement les détails du plan de la privatisation, qui pourrait intervenir en septembre. Les trois parties se sont accordées sur la nécessité de redéfinir la gestion de TAZARA et d'inclure davantage d'opérations commerciales pour assurer le développement soutenable du réseau. Construite et financée par la Chine entre 1970 et 1975 à hauteur de 500 M USD, la ligne de 1 860 km était alors la plus longue d'Afrique subsaharienne et demeure un symbole fort entre les trois pays.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo : Le Fonds vert pour le climat approuve le dossier des autorités du pays**

Grâce à l'assistance technique apportée par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), la République du Congo avait soumis aux bailleurs de fonds, en avril 2016, 17 grands projets pour l'atténuation des effets et l'adaptation au changement climatique. Le Conseil du Fonds vert pour le climat vient d'approuver le financement des activités du Congo pour la lutte contre les changements climatiques. La prochaine étape de ce processus sera la préparation, par le secrétariat du Fonds, du projet d'accord de financement, ainsi que sa signature.

✉ dominique.anouilh@diplomatie.gouv.fr

▼ **Gabon : lancement d'un nouvel emprunt obligataire**

Le gouvernement gabonais va lancer un nouvel emprunt obligataire par appel public à l'épargne sur le marché financier de la CEMAC, du 1<sup>er</sup> au 7 juin prochain. Ce sera le troisième du genre, après ceux de 2007 et 2015. Ces financements potentiels seraient utilisés pour des projets d'aménagement urbains et des travaux d'infrastructures dans différentes localités. La somme de 98 Mds FCFA est attendue, au taux de 6,5 % net d'impôts et remboursable de 2016 à 2021. La banque marocaine UGB (filiale d'Attijariwafa Bank), a été mandatée aux fins de constitution et de supervision du consortium (composé d'Asca, filiale d'Attijariwafa Bank, BGFI Bourse et Financia Capital, un prestataire camerounais).

✉ Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire: résultats mitigés sur les promesses de financement au Groupe consultatif**

La Côte d'Ivoire a organisé à Paris les 17 et 18 mai, la réunion du Groupe consultatif pour le financement de son programme de développement PND 2016-2020. Si, à l'issue de la première journée réservée aux partenaires bilatéraux et multilatéraux, les promesses de financement ont été supérieures aux attentes des autorités ivoiriennes (15 Mds USD contre 8,9 Mds sollicités pour 2016), les résultats ont été nettement moins favorables le jour suivant consacré aux engagements du secteur privé. Sur un total de 37 Mds USD attendus pour la période 2016-2020, le pays n'a pu obtenir que 19 Mds de promesses. Ce résultat interpelle les autorités ivoiriennes sur la nécessité de poursuivre l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : ouverture d'un nouvel hôtel 5 étoiles, le Radisson Blu Airport**

Le 25 mai 2016 a eu lieu à Abidjan, l'ouverture officielle d'un nouvel hôtel cinq étoiles, le Radisson Blu Airport, situé à 500 m de l'aéroport international Félix Houphouët Boigny d'Abidjan. Ce complexe hôtelier d'un coût d'investissement de 55 Mds FCFA, est porté par le groupe KOIRA. Il a été réalisé grâce à une convention de financement entre la Banque africaine d'import-export, le groupe bancaire BGFI, la BIDC et le groupe KOIRA. Plusieurs autorités et personnalités du pays dont le président de la République sont attendues à cet événement.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : 4,5 M EUR du Fonds pour l'environnement mondial**

Dans le cadre du 6<sup>e</sup> Fonds pour l'environnement mondial de l'ONU (FEM6, 2014-2018), 4,5 M EUR ont été accordés au Togo en faveur de la diversité biologique, des changements climatiques et de la dégradation des terres. La stratégie-pays a retenu plusieurs sites, à savoir Bombouaka, le bassin versant de la rivière Kara et le complexe fluviolagunaire du Sud-Togo.

✉ Florent.danion@dgtresor.gouv.fr

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Ghana : le gouvernement s'associe à l'IFAD pour investir 113 M USD dans le secteur agricole

Le gouvernement ghanéen s'est associé au Fonds International pour le développement agricole (IFAD) afin d'injecter 113 M USD dans le secteur. Cela fait partie du programme mis en œuvre afin de réduire la pauvreté dans le domaine agricole, impliquer les jeunes et développer la chaîne de valeur du secteur agricole, le GASIP, auquel s'additionne une subvention de 10 M USD de la part de l'IFAD pour atténuer les effets du changement climatique dans le cadre du programme pour l'adaptation des petits propriétaires. Par ailleurs, le GASIP va prochainement publier un appel à proposition afin de développer les initiatives public-privé et sélectionner les différents acteurs qui participeront à ce programme.

✉ [Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:Caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Kenya : ouverture du premier magasin Carrefour

Carrefour a ouvert son premier supermarché à Nairobi, le 17 mai dernier, dans le nouveau centre commercial The Hub situé dans le quartier de Karen. Il occupe 557 m<sup>2</sup> sur 2 787 m<sup>2</sup>, soit le cinquième du centre commercial. Un second magasin de 9 300m<sup>2</sup> devrait ouvrir en 2016, dans le centre commercial Two Rivers, au nord de Nairobi. Les supermarchés Carrefour au Kenya seront opérés depuis la franchise de Carrefour à Dubaï. Le marché du détail formel kényan s'articule autour de quelques groupes familiaux, tels que Nakumatt, Tuskys, Naivas et Uchumi. Malgré le développement rapide des supermarchés formels, le marché reste dominé par le secteur informel, avec 70 % des kényans qui font leurs courses au quotidien selon une étude de Nielsen.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Ouganda : partenariat pour le développement des exportations de café

L'Union nationale des producteurs commerciaux et entreprises du café (NUCAFE) et le groupe ougandais Vision ont établi, le 13 mai 2016, un partenariat pour augmenter l'exportation du café produit en Ouganda. L'Etat a fixé comme objectif 20 M de sacs exportés par an en 2040. Le groupe Vision, dont il est propriétaire, promouvra la culture et la production de café dans ses journaux, ses émissions télévisées et dans des salons. La production de café s'élevait à 3,7 M de sacs en 2015. Elle représente 20 % des revenus à l'exportation de l'Ouganda, constituant la 3<sup>ème</sup> source de devises. NUCAFE, qui rassemble 188 coopératives agricoles, a demandé au gouvernement de créer un fonds destiné à financer l'investissement dans ce secteur.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : forte augmentation des importations subsahariennes de blé

Les importations subsahariennes de blé devraient augmenter entre 40 et 50 % sur les dix prochaines années contre une croissance de 16 % en Afrique du Nord. La demande de 33 M de tonnes de blé de l'Afrique subsaharienne devrait surpasser de 4 M de tonnes celle de l'Afrique du Nord. La forte croissance démographique de l'Afrique subsaharienne sera le moteur de cette demande. Les parties occidentales et orientales, qui devraient accueillir, à l'horizon 2030, 71 % de la population supplémentaire du continent, soit 315 millions de personnes, sont celles où la consommation du blé connaît une hausse constante. L'Afrique, qui consomme 27 % du blé négocié sur la planète, voit sa demande progresser à un taux de 3,8 % par an.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : futurs investissements saoudiens au Soudan

Le Soudan a réservé 4 000 km<sup>2</sup> à de futurs investissements saoudiens dans l'agriculture, la production animale et l'aquaculture. Dans le secteur végétal, des productions supplémentaires de luzerne, de blé et d'autres céréales, orge et riz, sont visées, avec de nouveaux silos de stockage et l'amélioration du port à Port Soudan permettant l'accueil de grands navires, et de nouvelles industries de transformation. S'agissant de la filière animale, de nouveaux abattoirs et une structure vétérinaire et de quarantaine sont prévus en vue d'exportations vers l'Arabie Saoudite. Le Soudan espère que cela induira un développement plus général des infrastructures et de la production énergétique.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Région : l'AFD soutient le programme de développement rural du NEPAD

Une convention de financement a été signée le 6 mai dernier entre l'Agence française de développement (AFD) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour un montant de 500 000 EUR, consacré à l'appui au programme de développement rural du NEPAD, *Rural Futures*. La subvention doit permettre la réalisation d'études sur le développement rural avec le soutien du CIRAD, la création d'une plateforme d'échange sur le sujet, ainsi que l'organisation du second forum africain sur le développement rural (*transforming Africa's rural space through youth empowerment, job creation and skills development*) du 5 au 7 juillet à Yaoundé.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : Business France au salon NAMPO Harvest Day

7 entreprises françaises étaient présentes au Pavillon France du salon agricole NAMPO à Bothaville. Représentant des secteurs variés de l'agriculture, du bâtiment d'élevage au matériel de pesage, elles ont approfondi leur connaissance du marché sud-africain et échangé avec les acteurs locaux. 70 000 visiteurs étaient présents pour 650 exposants. L'Ambassadrice de France en Afrique du Sud a parcouru le Pavillon France et s'est entretenue avec des filiales d'entreprises françaises. Une présentation du marché agricole a été faite par le Conseiller agricole auprès de l'Ambassade de France, le président de l'Association des Agriculteurs Panafricains est intervenu sur les enjeux de l'agriculture en Afrique.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : point d'étape de la Commission de la concurrence sur l'enquête sur la distribution**

La Commission de la concurrence a effectué un point d'étape sur l'enquête lancée en juin 2015 sur le secteur de la distribution alimentaire. A cette occasion, elle a publié un énoncé des points clefs de l'enquête, à savoir les barrières à l'entrée en raison des clauses d'exclusivité dont bénéficient les chaînes de supermarchés alimentaires dans les baux commerciaux et la situation des commerces de proximité, notamment dans les townships, souvent tenus par des étrangers. La Commission a également publié des lignes directrices sur la participation à cette enquête et la transmission de données. Le rapport final devrait être publié d'ici un an.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : la Commission européenne assouplit les conditions d'importation des agrumes**

La Commission européenne a assoupli les conditions phytosanitaires pour l'importation en provenance d'Afrique du Sud d'agrumes destinés à la fabrication de jus. Cette décision répond à une demande récurrente des autorités et des professionnels sud-africains de la filière agrume et des fabricants de jus européens, qui contestent les contraintes à l'importation adoptées en 2014 en raison des interceptions croissantes de lots contaminés par la maladie de la tâche noire des agrumes. La mesure se fonde en partie sur la baisse du nombre d'interceptions de lots contaminés (-57 % entre 2013 et 2015) et les conclusions favorables de l'audit de l'Office alimentaire et vétérinaire de l'Union européenne.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : la Banque mondiale alloue 20 M USD à l'arachide**

L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a approuvé le financement de 20 M USD dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention en faveur de la productivité agricole ouest-africaine. Spécifiquement promue cette fois : la filière arachidière sénégalaise. Le financement vise « à renforcer la production de semences certifiées et le système de commercialisation dans la filière arachidière » selon un communiqué de l'IDA, la filiale de la Banque mondiale qui accorde des dons et des crédits sans intérêt pour financer des mesures visant à stimuler la croissance économique.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Côte d'Ivoire : le chocolatier Cemoi et le conseil café-cacao vont investir 11 M EUR**

Le chocolatier français Cemoi s'est associé au Conseil café-cacao (CCC), le régulateur ivoirien de la filière, pour investir 7,5 Mds F CFA dans une initiative dénommée « Programme de transparence du cacao », visant à inciter les paysans à prendre en compte le phénomène de changement climatique et lutter contre la déforestation. Ces investissements, prévus pour s'étaler sur cinq ans, concernent la livraison d'engrais et de plants de cacao, la formation des planteurs et la facilitation de l'accès au marché des produits. Ils viseront également à la transformation des coopératives en véritables entreprises.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Côte d'Ivoire : CEMOI décroche un agrément exclusif d'exportation du chocolat sous forme de produit fini

Cet agrément, qui a été accordé au groupe le 17 mai dernier par le Conseil café-cacao, concerne la campagne 2016-2017. Pour mémoire, CEMOI a inauguré en mai 2015, en présence du chef de l'Etat ivoirien, sa première usine de fabrication de chocolat. Depuis octobre 2015, le groupe bénéficie d'une exonération totale du Droit unique de sortie (DUS), principale taxe sur les exportations de cacao.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : légère hausse du prix de vente du coton

Le coton se négociera à 250 FCFA le kg durant la campagne 2016/2017, soit une augmentation de 5,5 % par rapport à la campagne précédente. Cette hausse du prix au producteur traduit la volonté des autorités maliennes de faire remonter la production à environ 650 000 tonnes pour cette campagne, après la contre-performance enregistrée lors de la dernière campagne (513 553 tonnes). La Compagnie malienne pour le développement du textile devrait également subventionner les agriculteurs à hauteur de 3 M EUR. Pour rappel, le Mali est le second producteur de coton d'Afrique subsaharienne, derrière le Burkina Faso et devant la Côte d'Ivoire.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ La Banque centrale du Nigéria apporte à nouveau un soutien financier au secteur électrique

La Banque centrale a déboursé environ 280 M USD au profit de 24 acteurs du secteur, au titre de la 4<sup>ème</sup> tranche de la facilité de stabilisation du marché de l'électricité nigérian, qui atteint 1,1 Md USD. Par ailleurs, la banque d'investissement United Capital a annoncé avoir accordé une garantie de 260 M USD à la NBET, société publique chargée de la vente en « gros », qui peut être activée lorsque les paiements de l'électricité fournie par les compagnies de distributions (« DISCOs ») sont retardés. Avec ces financements en place, l'objectif est que les producteurs d'électricité (« GENCOs ») soient incités à faire des investissements pour augmenter leurs capacités de génération.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : subvention américaine de 700 000 USD pour la construction d'une centrale solaire

L'agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a accordé une subvention de 700 000 USD pour les études de construction d'une centrale solaire de 100 MW dans la région de l'Upper West dans le cadre de l'initiative Power Africa de USAID qui vise à augmenter la production d'électricité en Afrique subsaharienne. A cela s'ajoute une assistance technique. Cette centrale, dont la construction débutera cette année pour un coût total de 150 M USD, permettra d'ici 2018 d'alimenter 80 000 ménages ghanéens. L'énergie solaire est une priorité du gouvernement ghanéen, qui souhaite que 10 % des sources d'énergie soient renouvelables.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le ministère de l'Electricité accorde 80 licences pour la production d'énergies renouvelables**

Le vice-ministre de l'Electricité Jinapor a annoncé avoir accordé 80 licences à des sociétés en vue de produire 4 000 MW d'énergies renouvelables. Alternative valorisée par le gouvernement, ces licences reflètent également d'après lui la volonté du gouvernement ghanéen de développer les partenariats public-privé et augmenter la participation de ce secteur. Par ailleurs, le vice-ministre a annoncé le lancement d'un appel d'offre pour la construction d'une centrale solaire de 20 MW. Du 9 au 11 août se tiendra à Accra le deuxième salon des énergies renouvelables.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : signature d'un accord dans le domaine des énergies renouvelables avec le Royaume-Uni**

Conclu entre le ministère sierra-léonais de l'Energie et le DFID (Département du Développement international), l'accord prévoit l'équipement de 250 000 ménages en panneaux solaires *off grid* d'ici 18 mois. Par ailleurs, la Sierra Leone a modifié les règles encadrant les énergies renouvelables, afin de favoriser leur développement : elles seront désormais exemptées de droit de douanes et de taxe sur la valeur ajoutée, à la condition qu'elles respectent les standards techniques internationaux. L'objectif est de porter le taux d'électrification du pays à 100 % d'ici 2025. Actuellement, moins de 10 % de la population de la Sierra Leone dispose d'un accès à l'électricité, ce taux étant inférieur à 1 % pour la population rurale.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : vers un accord sur le projet de charte des mines révisée**

A l'occasion de la tenue de l'Assemblée générale annuelle de la Chambre des mines le 18 mai, soit un mois après la publication par le gouvernement du projet de charte des mines révisée, le ministre des Ressources minérales a annoncé être parvenu à un accord avec l'industrie minière sur la plupart des points d'achoppement qui opposaient les deux parties. Si la date limite pour le recueil de commentaires sur le projet de charte est maintenue pour la fin du mois de mai, un autre projet pourrait désormais être rendu public pour commentaires au début du mois de juillet.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : le gouvernement signe un contrat de ventes de diamants sur 10 ans avec De Beers**

De Beers, filiale diamantifère de l'entreprise britannique Anglo American, a signé un accord de 10 ans avec la Namibie pour le tri, la valorisation et la vente des diamants de Namdeb Holdings, joint-venture détenue à part égale par De Beers et le gouvernement namibien, qui contribue à plus d'un cinquième des recettes en devises du pays. Avec 430 M USD de diamants bruts offerts annuellement aux clients de la Namibia Diamond Trading Company (NDTC), Anglo American prévoit une augmentation significative des diamants bruts mis à disposition pour valorisation à la suite de cet accord, le plus long jamais entrepris entre la Namibie et De Beers.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Zambie : approbation de la nouvelle fiscalité assouplie sur les mines**

Le Parlement a approuvé le projet de loi sur la mise en place, au 1<sup>er</sup> avril, d'un nouveau système de redevance dont le taux de taxe évoluera en fonction du prix du cuivre, fixé à 6 % lorsqu'il dépassera 6 000 USD la tonne, à 5 % quand il sera compris entre 4 500 et 6 000 USD la tonne et à 4 % lorsqu'il s'établira à moins de 4 500 USD la tonne. Si l'assouplissement de la fiscalité minière apparaît favorable aux entreprises et à l'investissement, cette décision ne devrait pas suffire à redynamiser le secteur, lourdement pénalisé par une perte rapide de compétitivité due à la hausse des coûts de production dans un contexte de prix du cuivre toujours très bas (4 596 USD la tonne ce jour, soit 16,6 % de moins qu'en 2015).

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Congo : une nouvelle ministre pour valoriser l'industrie du bois**

La nouvelle ministre de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement, Rosalie Matondo, entend faire croître la production de bois au Congo grâce au programme national d'afforestation et de reboisement (Pronar). Celui-ci a créé des facilités pour les entreprises étrangères souhaitant investir dans le pays. Le ministère a ainsi octroyé des permis d'exploitations à deux sociétés, SOS NDD et FL GROUPE, pour un total de 63 000 ha dans les départements du Kouilou et de la Bouenza, dans le but de générer 4 750 emplois d'ici 2020. En outre, la ministre a promis de financer les activités des éco-gardes afin de préserver les forêts du Congo.

✉ [arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Climat : la Côte d'Ivoire creuse le filon de la finance carbone**

Le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, multiplie les initiatives pour faire appliquer les engagements de l'accord conclu lors de la conférence internationale sur le climat de Paris, signé par 177 pays à New York le 22 avril. C'est dans ce contexte que le Centre National de Télédétection et d'informations géographiques (CNTIG), structure sous tutelle de la Présidence, a lancé le jeudi 19 mai à Abidjan un groupe de travail composé de multinationales très actives dans l'agro-industrie, telles que Cargill, Nestlé, Cémoi ou Olam. Son principal thème de travail portera sur le potentiel de la finance carbone du pays.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ▼ **Industries**

### ▼ **Ethiopie : aperçu du secteur automobile**

Un récent rapport de Deloitte révèle que l'Éthiopie a l'un des taux de motorisation les plus faibles au monde, avec 2 voitures pour 1 000 habitants en 2014. Le marché est dominé par les véhicules d'occasion (85 % des importations), et contrôlé à près de 65 % par Toyota. Les obstacles à l'expansion de ce marché sont le faible revenu disponible des ménages, le niveau élevé des taxes (jusqu'à 220 %), et la pénurie de devises. Néanmoins, le désir d'industrialisation du pays, le développement des infrastructures et des industries auxiliaires, et le faible coût de la main d'œuvre devraient encourager l'essor de la construction automobile (104 licences internationales).

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : exploitation aurifère russe au Soudan

Une filiale de Gazprom, anciennement appelée Kush, maintenant Alliance, produit depuis deux ans de l'or dans la région soudanaise d'Ariab, à environ 200 km à l'ouest de Port Soudan. Sa production, en augmentation, serait selon l'Ambassadeur russe au Soudan, de plus de 1,5 tonne cette année. Le Soudan est d'ores et déjà un producteur majeur d'or, avec un montant officiel de 80 tonnes par an, même le montant réel est probablement sous-estimé.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Industrie : le Sénégalais Simpa veut emballer Abidjan

Après Kirène, qui développe une usine de jus de fruits à Bonoua, c'est au tour d'un autre leader sénégalais, la Société industrielle moderne des plastiques africains (Simpa), de se déployer en Côte d'Ivoire. Sur un terrain de 18 000 m<sup>2</sup> situé dans la zone industrielle de Yopougon, à Abidjan, le spécialiste de l'emballage (environ 45 millions d'euros de revenus par an) développe un site de production pour des clients agro-industriels. Le lancement des activités est prévu avant la fin de l'année. À Abidjan, le projet de 35 millions d'euros devrait être financé notamment par l'IFC. Avec l'objectif d'obtenir un nouveau terrain, de 50 000 m<sup>2</sup>, qui permettrait à Simpa de disposer d'une base productive en Côte d'Ivoire aussi importante qu'au Sénégal.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ▼ Services

### ▼ Nigéria : amende contre MTN et suspension des négociations avec le gouvernement

Sanctionnée en octobre 2015 par la NCC pour ne pas avoir désactivé 5,1 millions de cartes SIM non enregistrées de son réseau, MTN Nigeria s'est vue imposer une amende de 3,9 Mds USD (5,2 Mds USD initialement). Alors que l'opérateur mobile sud-africain tentait de négocier une nouvelle révision de l'amende, le gouvernement fédéral a suspendu les négociations jusqu'à la conclusion de l'enquête conduite sur le groupe par la Chambre des représentants. Cette annonce a renforcé l'incertitude planant sur la sanction finale et entraîné une baisse immédiate de l'action MTN de 2,9 %. Celle-ci a perdu un tiers de sa valeur depuis le début de l'affaire.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : la signature d'un nouveau traité fiscal avec l'Inde, source de polémiques

Un amendement à l'accord de non-double imposition conclu entre l'Inde et Maurice en 1982 a été signé le 10 mai 2016, sous la pression de l'administration indienne. Cette dernière pourra taxer les transactions financières originaires de Maurice à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, après une période de transition de deux ans. Les acteurs du secteur financier off-shore mauricien craignent que ces nouvelles dispositions détournent les investisseurs intéressés par le marché indien vers d'autres places financières comme Singapour, alors que - jusqu'à tout récemment - Maurice était la première source d'IDE vers la « grande péninsule » (94 Mds USD sur la période 2000-2015).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : lancement d'un fonds commun de placement basé sur des obligations de l'Etat indien.**

Fin avril, MCB Capital Markets a ouvert les souscriptions au fonds commun de placement MCB India Sovereign Bond Exchange Trade Fund, une première dans le paysage financier mauricien. Ce fonds d'investissement, qui offre un accès privilégié aux obligations souveraines indiennes, sera coté à la Bourse de Maurice à compter du 6 juin. 10 millions de titres au coût initial de 10 USD l'unité sont proposés. Le marché des obligations indiennes est un des plus importants au monde avec des émissions dépassant 600 Mds USD et aussi l'un des plus attrayants, la croissance de l'économie du sous-continent devant continuer à dépasser 7 % d'ici 2018.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Région : mieux partager les infrastructures numériques**

Réduire le coût des services de haut débit aux particuliers par comparaison aux baisses déjà appliquées à la tarification des services aux professionnels, tel est l'un des objectifs fixés par des experts africains réunis du 8 au 11 mai à Chicago en marge de la Semaine mondiale des télécommunications. La rencontre a réuni les grands opérateurs africains de réseau mobile et plusieurs fournisseurs de services et de distribution de contenu. Pour débloquer le potentiel numérique de l'Afrique, ces experts plaident pour le partage des infrastructures qui faciliterait des économies de coût. Ils ont aussi plaidé pour un soutien au contenu local qui faciliterait le trafic intracontinental et réduirait les obstacles à l'échange d'information.

✉ [laura.laguierce@businessfrance.fr](mailto:laura.laguierce@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : MTN annonce 12 Mds ZAR d'investissements en 2016**

MTN Group SA a annoncé 12 Mds ZAR (757 M USD) d'investissements au cours de l'exercice 2016, afin d'améliorer et étendre la couverture de son réseau et de poursuivre ses projets d'acquisitions, sur le modèle de son concurrent direct Vodacom, devenu récemment l'entreprise la mieux capitalisée d'Afrique dans le secteur des télécoms, devant MTN. Le groupe, qui fait face à une année particulièrement difficile suite à l'amende de 3,9 Mds ZAR infligée par le Nigéria pour n'avoir pas désactivé près de 5 millions de cartes Sim non-identifiées, a pour objectif principal le retour à la croissance via l'élimination des pannes de réseau et la transformation de l'expérience client.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : nouvelles licences télécoms**

Suite à la modification en mars 2016 des licences télécoms, désormais multiservices et de technologie neutre, les opérateurs nationaux vont pouvoir diversifier leurs services et proposer des services de téléphonie à la fois fixe et mobile sur technologies 2G, 3G et 4G. Ainsi, Angola Telecom devrait étendre ses services à la téléphonie mobile, Unitel et Movitel devraient pouvoir s'attaquer à la téléphonie fixe. Ces nouvelles licences renforceront la concurrence sur le marché des télécoms, supprimant les monopoles existants et contraignant les opérateurs à offrir de meilleurs services à de meilleurs prix. Le directeur technique du régulateur des télécoms INACOM a indiqué que celui-ci n'excluait pas l'ouverture du marché aux opérateurs étrangers.

✉ [Rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : le programme spatial réalisé à 80 %**

Selon le directeur du bureau de gestion du programme spatial angolais (GGPEN), la construction du satellite « Angosat 1 » et du centre de contrôle (au nord de Luanda) pourrait être achevée en novembre avec un lancement en orbite du satellite au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Créés par décret présidentiel en 2013, la Commission interministérielle pour la coordination du programme spatial national et le CGPEN sont chargés de superviser la construction du satellite et contrôler son activité une fois en orbite. De fabrication russe, il est prévu pour une durée de vie de 15 ans avec pour mission de faciliter le lancement de programmes TV et Internet destinés à l'ensemble de la population. D'autres appels à contenus sont prévus pour « nourrir » le satellite.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : les offres pour le Train Express Régional ont été remises**

Les offres pour la sélection définitive des entreprises qui réaliseront les travaux du TER (Train Express Régional) entre Dakar et le pôle urbain de Diamniadio puis l'aéroport AIBD ont été remises le 17 mai 2016. Sur les 18 groupements présélectionnés, 10 ont répondu, pour l'essentiel français ou chinois, parfois sur plusieurs lots. Pour le lot M1 (infrastructures), un groupement majoritairement français est en concurrence avec 4 groupements d'entreprises chinoises, pour le lot M2 (systèmes) deux groupements d'entreprises françaises ont répondu avec un groupement turc et deux chinois et pour le lot M3 (renouvellement des voies) trois groupements d'entreprises françaises sont en concurrence avec quatre groupements chinois.

✉ christian.delherm@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : l'Office national du Tourisme signe un accord de partenariat avec l'agence Travel Abroad Online**

En marge du Salon International du Tourisme de Pékin, qui s'est tenu du 20 au 22 mai, l'Office national du tourisme, Côte d'Ivoire Tourisme, a signé un accord de partenariat avec l'agence Travel Abroad Online. Cet accord engage Travel Abroad Online à mettre en relation les opérateurs du tourisme ivoirien avec leurs homologues chinois. L'agence doit également mettre en avant le riche patrimoine touristique ivoirien sur son site internet et actualiser chaque mois les informations relatives à la Côte d'Ivoire.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Nigéria : Orange Business Services (OBS) ouvre un bureau commercial à Lagos

La branche de la société Orange dédiée aux services B2B a ouvert son premier bureau de ventes à Lagos. Le groupe opère depuis de nombreuses années dans le pays à travers une société locale accompagnant les entreprises dans leur transformation digitale (infrastructures IT, connectivité fixe et mobile, systèmes d'information et cyber sécurité). A Lagos, Orange Business Services souhaite se positionner sur l'accompagnement à l'internationalisation des entreprises locales. Les principaux clients visés sont les banques et les compagnies pétrolières qui cherchent à réduire leurs coûts dans une perspective d'expansion régionale, en se dotant par exemple de systèmes de vidéoconférence pour limiter le budget alloué aux transports.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Fusion Bayer/Monsanto : haut potentiel de *due deal* controversée.

Monsanto fait monter les enchères avec Bayer qui a proposé 62 milliards de dollars pour une fusion qui offrirait un tout-en-un de graines et de produits chimiques. En Afrique, où la question des OGM est très controversée, cette alliance serait loin de faire l'unanimité. Entre les paysans burkinabés qui se remettent à peine du fiasco du coton génétiquement modifié promu par Monsanto et les OGM à la porte du Kenya pour contrer le virus dont souffre le maïs, l'incertitude est de mise. Le challenge d'une telle alliance est primordial pour Bayer, qui doit par ailleurs considérer les multiples controverses autour de sa cible dans sa *due diligence* d'acquisition.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

### ▼ Afrique du Sud : nouveau retard dans la publication des états financiers de la compagnie aérienne SAA

Le National Treasury a, pour la troisième fois, demandé plus de temps pour permettre à South African Airways (SAA) la publication de ses états financiers 2014-15, dus originellement au 30 septembre de l'année dernière et désormais attendus pour le 15 juillet 2016. SAA, techniquement insolvable, nécessite l'octroi d'une garantie de 5 Mds ZAR de la part du gouvernement, celle-ci étant soumise à l'élection d'un nouveau conseil d'administration. Le Trésor envisage aussi la fusion des trois compagnies aériennes d'Etat - SAA, South African Express et la filiale low-cost de SAA, Mango, via l'introduction d'un partenaire financier minoritaire.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo : VMK dévoile sa nouvelle tablette tactile

Cinq ans après la sortie de sa Way-C, première tablette tactile africaine, Véronne Mankou, jeune entrepreneur congolais, PDG de la société de télécommunication VMK, a lancé le 23 mai à Brazzaville son nouveau produit : une tablette tactile baptisée Elikia HD. Dotée d'un écran de 8 pouces et d'une mémoire interne de 16 Go extensible à 32 Go via une Micro SD, la tablette Elikia HD sera commercialisée 99 900 FCFA (152,30 EUR) à compter du 30 mai 2016 auprès des distributeurs agréés de la marque. Grâce au projet "Une tablette, un étudiant", les étudiants pourront se procurer cette tablette à partir de 500 FCFA (0,76 EUR) par jour, grâce à un partenariat avec des banques de la place et des syndicats d'étudiants.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Décathlon ouvre son 1<sup>er</sup> magasin « pop-up »

Après son entrée dans la version ivoirienne du site de e-commerce Jumia, Décathlon poursuit son expansion en Afrique sub-saharienne avec l'ouverture d'un « *pop-up store* » de 500 m<sup>2</sup> inauguré début mai. Situé à Soweto, le *township* le plus peuplé d'Afrique du Sud (près de 3 M d'habitants), le magasin laboratoire de Décathlon a pour principal objectif de confronter la marque aux attentes des clients. L'équipe, recrutée parmi les clubs sportifs de Soweto et les universités de Johannesburg, récoltera les avis des consommateurs sur l'ensemble de l'offre (prix, aménagement des rayons, affichage, vente en ligne etc). Cette phase test permettra à la marque d'ajuster son offre au marché local en vue de l'ouverture d'un 1<sup>er</sup> magasin fin 2016.

✉ [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ **Thierry Tanoh, invité à la conférence d'HEC Paris, le 30 mai 2016**

Dans le cadre de la conférence « Une Afrique en quête d'émergence : le modèle ivoirien », le ministre, Secrétaire général délégué de la présidence de la République de Côte d'Ivoire, chargé des Affaires économiques et financières, Thierry Tanoh, reviendra sur le rôle économique de premier plan que joue à nouveau la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest. Au cours d'un entretien avec Élé Asu, journaliste de Canal+ Afrique, il détaillera la stratégie de développement opérée par le pays, fondée sur la diversification de ses sources de revenu, notamment en tirant profit de son immense potentiel agro-industriel.

Plus d'informations et inscriptions : [tremulot@hec-crc.fr](mailto:tremulot@hec-crc.fr)

✉ [ma@35nord.com](mailto:ma@35nord.com)

### ▼ **Colloque sur le Nigéria au Sénat**

Le 27 mai, 100 entreprises et 180 participants sont attendus au séminaire Nigéria organisé par Business France au Sénat. Les intervenants, parmi lesquels figurent de nombreuses entreprises françaises installées au Nigéria, s'exprimeront notamment au sein de 3 tables rondes sur les thèmes de l'accès au marché, la pratique des affaires, les aspects réglementaires ainsi que sur le financement des projets et des exportations. L'équipe de France de l'export sera présente autour de l'Ambassadeur de France, avec Business France, le Service économique régional, la CCIFN, les CCEF, l'AFD, PROPARCO et Bpifrance. Avec la participation côté nigérian de Tony Elumelu, président de Heirs Holding et de sa fondation, ainsi que le représentant de l'Ambassade du Nigéria en France.

✉ [Bertrand.delaforestdivonne@businessfrance.fr](mailto:Bertrand.delaforestdivonne@businessfrance.fr)

### ▼ **Madagascar : 11ème Foire Internationale de Madagascar**

La onzième édition de la FIM s'est tenue à Tananarive des 19 au 22 mai 2016. Plus de 300 opérateurs issus de 30 pays ont participé à cette édition, placée cette année sous le thème de la croissance verte. Labellisé par Business France, le Pavillon France a accueilli près de 30 entreprises françaises implantées à Madagascar ou en provenance de la métropole, de La Réunion et de Mayotte. En marge de la FIM, le Club Export Réunion a confié à la CCI France Madagascar (CCIFM), partenaire exclusif de Business France à Madagascar, l'organisation de 60 rendez-vous pour 7 entreprises réunionnaises. Parallèlement, la CCI Mayotte a également confié à la CCIFM l'organisation de 50 rendez-vous pour 5 entreprises mahoraises.

✉ [andry@ccifm.mg](mailto:andry@ccifm.mg)

### ▼ **Madagascar : Table Ronde Economique Madagascar-UE**

La deuxième édition de la Table Ronde Economique, organisée par la Délégation de l'Union européenne (UE) à Madagascar, à travers le Programme PROCOM, s'est tenue le 13 mai 2016 à Antananarivo. Démarche de réflexion et de soutien à l'environnement des affaires à Madagascar, cette rencontre a permis des échanges entre le gouvernement, les organisations intermédiaires, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les entreprises malgaches et européennes actives dans des secteurs clés du développement économique. Les discussions ont essentiellement porté sur le cadre des investissements avec comme fil conducteur les problèmes juridiques et judiciaires, l'intégration régionale et l'Accord de Partenariat Economique (APE) signé avec l'UE.

✉ [narindra.rakotondrainibe@cci-madagascar.org](mailto:narindra.rakotondrainibe@cci-madagascar.org)

▼ **Congo-RDC : Brazzaville-Kinshasa débattent d'un nouveau plan d'action**

La 19<sup>ème</sup> assemblée générale ordinaire de la Commission spéciale de coopération entre les villes de Brazzaville et Kinshasa (Co.spé.co) s'est ouverte le 19 mai à Brazzaville afin d'échanger sur la mise en place d'un plan d'action commun entre les deux villes voisines. La Commission a débattu du rapprochement des opérateurs économiques, culturels et techniques des deux villes et l'élaboration d'un planning commun d'organisation de festivals et de rencontres sportives. Hugues Ngouélondélé, maire de Brazzaville et président en exercice de la Co.spé.co, a appelé les experts de la Commission à suggérer des projets susceptibles d'ouvrir les deux villes à tous.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Le Congo se prépare pour le lancement de l'agenda 2030 des ODD**

Le Congo et le Système des Nations Unies ont organisé le 20 mai à Brazzaville, l'atelier national de préparation du lancement de l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'atelier a permis aux acteurs de l'économie nationale d'échanger sur le nouvel agenda mondial et ses 17 nouveaux ODD (lutte contre la pauvreté, amélioration de la santé et de l'éducation, lutte contre les changements climatiques, etc.), le but étant de réfléchir sur les ODD fondamentaux pour le Congo, de savoir comment les intégrer dans la stratégie nationale du pays afin de les mettre en œuvre. Les conclusions de l'atelier seront soumises au débat national lors du lancement officiel des ODD au Congo.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
 La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
 anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
[objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

